



MINISTÈRE DE L'ALIMENTATION, DE L'AGRICULTURE ET DE LA PÊCHE

<p>Direction générale des politiques agricole, agroalimentaire et des territoires</p> <p>Service de la production agricole</p> <p>Sous-direction des entreprises agricoles</p> <p>Bureau des soutiens directs</p> <p>3, rue Barbet de Jouy - 75007 PARIS</p>	<p>CIRCULAIRE</p> <p>DGPAAT/SDEA/C2010-3009</p> <p>Date: 02 février 2010</p>
---	---

Nombre d'annexe : 0

OBJET : TRANSFERT DES DROITS A PAIEMENT UNIQUE – CAMPAGNE 2010

DATE DE MISE EN APPLICATION : immédiate

Mots clés : aide découplée, transferts DPU.

Résumé : cette circulaire détaille les modalités réglementaires de gestion des transferts des Droits à Paiement Unique (DPU) pour la campagne 2010.

Références

- **Règlement (CE) n° 73/2009** du Conseil du 19 janvier 2009 modifié établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs, modifiant les règlements (CE) n° 1290/2005, (CE) n° 247/2006 et (CE) n° 378/2007, et abrogeant le règlement (CE) n° 1782/2003 ;
- **Règlement (CE) n° 1120/2009** de la Commission du 29 octobre 2009 portant modalités d'application du régime de paiement unique prévu par le titre III du règlement (CE) n° 73/2009 du Conseil établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct en faveur des agriculteurs dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs ;
- **Code rural, section 5 du chapitre V du titre I^{er} du livre VI (partie réglementaire)** relative aux

droits à paiement unique ;

- **Décret n° 2006-1824 du 23 décembre 2006** pris pour application de l'article L. 143-1 du code rural (préemption Safer) ;
- **Arrêté du 2 avril 2007** portant application du décret n° 2006-1824 du 23 décembre 2006 pris pour l'application de l'article L. 143-1 du code rural (préemption Safer) ;

Destinataires	
Pour exécution : <ul style="list-style-type: none">- Mesdames et Messieurs les Préfets- Mesdames et Messieurs les Directeurs Départementaux des Territoires- Mesdames et Messieurs les Directeurs Départementaux des Territoires et de la Mer- M. le Président Directeur Général de l'Agence de services et de paiement	Pour information : <ul style="list-style-type: none">- M. le Secrétaire général- CGAAER- Mesdames et Messieurs les Directeurs Régionaux de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt- MM. les Directeurs de l'Agriculture et de la Forêt des DOM- M. le Directeur Général de FranceAgriMer

Bureau à contacter :

- DGPAAT - Bureau des soutiens directs
Téléphone : 01.49.55.45.40 / 53.81 - Télécopie : 01.49.55.80.36
Mél : daniel.rodier@agriculture.gouv.fr
marie-francoise.thery@agriculture.gouv.fr

PRINCIPAUX ELEMENTS POUR LA CAMPAGNE 2010

De nouveaux découplages sont mis en œuvre en 2010 dans le cadre du bilan de santé de la PAC. Les DPU qui peuvent faire l'objet de transferts jusqu'au 15 mai 2010 sont ceux qui constituent les portefeuilles de DPU des exploitants au 15 mai 2009, qui ont fait l'objet de paiements en décembre 2009 et qui ont été notifiés dans la dernière lettre de notification adressée au moment des paiements.

Les DPU issus des nouveaux découplages mis en œuvre en 2010 seront considérés comme entrant dans les portefeuilles de DPU à la date du 15 mai 2010 après prise en compte de tous les transferts de DPU entre le 16 mai 2009 et le 15 mai 2010. Il peut s'agir de nouveaux DPU créés ou de revalorisations de DPU déjà détenus en propriété. Ces nouveaux DPU seront notifiés aux agriculteurs au moment du paiement en décembre 2010. Ils ne peuvent donc pas être transférés par les modèles de clauses proposés pour la campagne 2010 et qui sont réservés aux transferts de DPU entre le 16 mai 2009 et le 15 mai 2010 (avant incorporation du montant de référence).

Les nouveaux DPU (créés et/ou revalorisés par les découplages 2010) ne pourront être transférés qu'à partir de la date du 16 mai 2010, au titre de la campagne 2011. Les DPU acquis après le 15 mai 2010 donneront lieu à paiement en décembre 2011.

La gestion des découplages en 2010 et les attributions à partir de la réserve de DPU feront l'objet d'autres circulaires (gestion des événements intervenus depuis le 1^{er} janvier 2005, détermination du montant de référence définitif, incorporation dans le portefeuille de DPU, programmes réserve...).

En 2010, la déclaration de surfaces, les clauses de transfert de DPU et les demandes d'attribution aux programmes mis en place à partir de la réserve de DPU peuvent être déposées le 17 mai 2010 au plus tard à la DDT (le 15 mai 2010 étant un samedi). Cependant, les clauses de DPU pour la campagne 2010 ne permettent de prendre en compte que les mouvements de DPU intervenus le 15 mai 2010 au plus tard. En effet, conformément à la réglementation, les DPU ne peuvent donner lieu à paiement que si les surfaces admissibles sont à la disposition des exploitants au plus tard le 15 mai (art. D. 615-64 du code rural).

Exemples :

Une clause 1 datée et déposée le 17 mai 2010 concernant un achat de terre le 14 mai est valable. La date d'effet du transfert de DPU est le 14 mai 2010 (date d'entrée en jouissance des terres) donc les terres sont bien détenues par l'acquéreur des DPU au 15 mai 2010.

Par contre, une clause 1 datée et déposée le 17 mai 2010 concernant un achat de terre le 17 mai n'est pas valable car les terres, support de la clause, n'étaient pas détenues par l'acquéreur des DPU au 15 mai 2010.

Les principales nouveautés concernant les DPU pour la campagne 2010 sont :

- les DPU non activés remontent en réserve au bout de deux années consécutives de non-activation (au lieu de trois années),
- les DPU transférés sans terre (clause 2) font l'objet d'un prélèvement de 30 % (au lieu de 50 %),
- toutes les surfaces agricoles deviennent admissibles pour l'activation des DPU,
- étant donné la suspension des programmes départementaux en 2010, les prélèvements lors des transferts de DPU entre le 16 mai 2009 et le 15 mai 2010 alimentent la réserve nationale et le solde 2009 des réserves départementales est reversé en réserve nationale.

SOMMAIRE

I. PRINCIPES GENERAUX POUR TOUS LES TYPES DE TRANSFERTS	6
1. Les DPU transférés sont les DPU notifiés pour la campagne 2010.....	6
2. Les DPU transférés sont localisés à l'échelon départemental	6
3. Les DPU sont transférés entre agriculteurs	7
4. Les transferts doivent avoir une date d'effet antérieure ou égale au 15 mai 2010.....	8
5. Les transferts doivent être déclarés à la DDAF/DDEA avant le 15 mai 2009	8
II. TRANSFERTS DE DPU A TITRE DEFINITIF	9
1. DPU transférables	9
2. Les différents types de cessions définitives de DPU	9
a. Transfert définitif de DPU avec foncier	10
b. Transfert définitif de DPU sans foncier	10
c. Changement de dénomination ou de statut juridique	11
d. Renonciations au profit de la réserve	12
3. Prélèvements effectués sur les transferts définitifs	12
a. Définition des différents types de transfert	13
b. Définition des différentes caractéristiques de l'acquéreur	15
c. Le cas particulier des sorties d'associés	18
III. TRANSFERTS DE DPU A TITRE TEMPORAIRE.....	19
1. La location de DPU	19
a. Les DPU transférables par bail.....	20
b. Le bail de DPU en accompagnement d'un bail de foncier.....	20
c. La fin de bail de DPU.....	20
2. La mise à disposition	21
a. Les DPU transférables par mise à disposition.....	21
b. La mise à disposition de DPU	21
c. La fin de la mise à disposition de DPU	21
IV. CAS PARTICULIERS DES SAFER	22
1. Prémption conjointe de DPU et de foncier.....	22
2. Rétrocession et location conjointes de terres et de DPU préemptés	23
3. Autres opérations Safer	24

V. SUBROGATIONS.....	24
1. DPU transférables	25
2. Les héritages	25
a. Définition de l'héritage	25
b. Les différents types d'héritage pris en compte.....	25
c. Formulaire de déclaration.....	26
d. Prélèvements appliqués sur les transferts définitifs de DPU précédemment hérités ...	26
3. Les donations	26
a. Définition de la donation.....	26
b. Les différents types de donation pris en compte	26
c. Formulaire de déclaration.....	27
4. Mode de répartition des DPU.....	27

L'objet de cette circulaire est de regrouper l'ensemble des modalités réglementaires relatives à la gestion des transferts des DPU pour la campagne 2010.

Les nouveautés pour la campagne 2010 sont indiquées en surligné gris. Il s'agit essentiellement :

- des simplifications issues du bilan de santé de la PAC (remontée en réserve des DPU non activés durant deux années consécutives, taux de prélèvement pour un transfert de DPU sans terre de 30 %) ;
- de nouveaux couverts admissibles pour l'activation des DPU (toutes les surfaces agricoles permettent à compter de la campagne 2010 d'activer des DPU).

I. PRINCIPES GENERAUX POUR TOUS LES TYPES DE TRANSFERTS

1. Les DPU transférés sont les DPU notifiés pour la campagne 2010

L'identification des DPU transférés est fondée sur les attributs des DPU initiaux 2010 : les DPU qui peuvent être transférés sont les DPU établis pour la campagne 2010 et notifiés aux exploitants au moment des paiements 2009. Ce sont les attributs figurant sur la dernière lettre de notification reçue que les exploitants doivent utiliser pour remplir les différents formulaires. Ces DPU constituent les portefeuilles des exploitants au 15 mai 2009.

Attention ! Seuls les DPU, tels qu'ils figurent dans la dernière lettre de notification reçue, peuvent être transférés jusqu'au 15 mai 2010. Les DPU issus des nouveaux découplages décidés dans le cadre du bilan de santé de la PAC (DPU créés et/ou revalorisation des DPU déjà détenus en propriété) ne peuvent pas être transférés par les modèles de clauses proposés pour la campagne 2010. Ces DPU ne seront en effet attribués qu'à la fin de la campagne 2010 et ne pourront être transférés qu'à partir de la campagne 2011.

2. Les DPU transférés sont localisés à l'échelon départemental

Les DPU sont tous localisés à l'échelon départemental. Ils peuvent être dans certains cas localisés dans plusieurs départements (polystickage). Les DPU ne peuvent alors être activés qu'avec des terres du(des) département(s) de leur stickage.

Attention ! Le transfert d'un DPU localisé dans un département A en accompagnement de terres localisées dans un département B est considéré comme un transfert sans terre (clause 2).

Lorsque des DPU polystickés sont transférés, ils perdent leur polystickage et deviennent mono-localisés :

- dans le cas d'un transfert avec terre (clause 1) ou assimilé (clause 3 si l'acquéreur reprend les terres précédemment exploitées par le cédant), les DPU sont alors localisés dans le département des terres transférées ;
- dans le cas d'un transfert temporaire (clauses 4 et 5 – location et mise à disposition), les DPU sont alors localisés dans le département des terres transférées ;
- dans le cas d'un transfert sans foncier (clause 2), les DPU sont alors localisés dans le département correspondant au numéro Pacage du cédant.

Ce dernier principe ne s'applique pas aux changements de situation juridique, aux héritages et aux donations. Dans tous ces cas, les DPU transférés gardent leur polystickage.

Remarque : dans le cas où le transfert foncier concerne des hectares qui sont eux-mêmes localisés dans plusieurs départements, l'acquéreur devra choisir une localisation pour les DPU polystickés qu'il acquiert.

Par exemple, un exploitant possède trois DPU (d'une valeur individuelle de 100 €, 200 € et 300 €) polystickés dans les départements A et B. Ils sont activés sur 2 ha localisés dans A et 1 ha dans B. Si l'exploitant cède ses DPU avec son foncier, l'exploitant qui acquiert les DPU devra indiquer quels DPU seront localisés en A (par exemple, les DPU à 200 € et 300 €) et en B (par exemple, le DPU à 100 €).

Rappel : la localisation des DPU interfère avec leur activation. En effet, dans un département donné, s'il y a plus de DPU localisés dans ce département que de terres agricoles admissibles situées dans ce département, tous les DPU ne pourront pas être activés.

3. Les DPU sont transférés entre agriculteurs

Il est nécessaire d'être agriculteur pour se voir attribuer des DPU ou participer à des transferts de DPU. Pour plus de précisions sur les conditions à remplir pour être considéré comme exploitant, il convient de se reporter à la circulaire DGPAAT/SDEA/C2009-3028 du 18 mars 2009 sur l'éligibilité des demandeurs au régime d'aides relevant du SIGC. Cette circulaire sera actualisée pour 2010.

Nota : une exception est faite pour le cas des héritages et des donations : il est possible d'hériter ou d'être donataire de DPU sans être agriculteur. Dans ce cas, afin de pouvoir saisir les transferts dans l'application, il conviendra d'immatriculer les héritiers et les donataires comme usagers non SIGC dans Isis Usager (cf. fiches de procédure 2007 USG-10-010-0100-V1 « Créer un usager »).

Remarque concernant les Safer : il est rappelé que même si certaines Safer possèdent un numéro Pacage, elles ne sont pas considérées comme des agriculteurs. Elles sont des opérateurs particuliers, qui ne peuvent pas se voir attribuer de DPU, ni participer à des transferts « amiables ».

Les seuls DPU qu'elles peuvent détenir sont ceux qu'elles ont préemptés dans le cadre strict du pouvoir de préemption de DPU qui leur a été donné par la loi d'orientation agricole du 5 janvier 2006. Par ailleurs, elles ne peuvent pas activer en propre les DPU préemptés. En effet, les DPU préemptés peuvent être soit rétrocédés à titre définitif ou donnés en location. La rétrocession et la location sont encadrées par le décret n° 2006-1824 et l'arrêté du 2 avril 2007.

Quatre modèles de clauses sont disponibles pour ces opérations particulières :

- un modèle pour la déclaration d'une préemption de DPU par une Safer intitulé « formulaire de demande de prise en compte d'une préemption conjointe de terres et de DPU opérée par la Safer entre le 16 mai 2009 et le 15 mai 2010 » ;
- un modèle pour la rétrocession définitive de DPU préemptés intitulé « formulaire de demande de prise en compte d'une attribution de DPU préemptés opérée par la Safer entre le 16 mai 2009 et le 15 mai 2010 » ;
- un modèle pour la mise en location de DPU préemptés intitulé « formulaire de demande de prise en compte d'un bail conjoint de terres et de DPU préemptés préalablement par la Safer entre le 16 mai 2009 et le 15 mai 2010 » ;
- un modèle pour la fin de location de DPU préemptés intitulé « formulaire de demande de prise en compte d'une fin de bail conjoint de terres et de DPU préemptés préalablement par la Safer entre le 16 mai 2009 et le 15 mai 2010 ».

Remarque : comme tout autre formulaire de transfert, ils doivent être retournés à la DDT au plus tard le 17 mai 2010.

4. Les transferts doivent avoir une date d'effet antérieure ou égale au 15 mai 2010

La date d'effet d'un transfert de DPU est :

- en cas de transfert avec foncier ou assimilé à un transfert avec foncier (ex : fermier sortant – fermier entrant) : la date du mouvement foncier, c'est-à-dire la date d'entrée en jouissance des terres ;
- en cas de transfert sans foncier : la date de signature de la clause ;
- en cas de changement de statut ou de dénomination juridique : la date de l'événement lui-même ;
- en cas de donation : la date à laquelle la donation a été conclue par acte authentique ;
- en cas d'héritage : la date de la dévolution successorale (date à laquelle l'héritage a été réglé par acte de partage).

Cette date doit être comprise entre le 16 mai 2009 et le 15 mai 2010 pour que le transfert soit pris en compte au titre de la campagne 2010 (c'est-à-dire pour que les DPU puissent être considérés comme transférés au repreneur avant le 15 mai 2010, et que l'aide découplée 2010 puisse, le cas échéant, être payée au repreneur à compter du 1^{er} décembre 2010).

Remarque : le transfert foncier peut avoir lieu avant le 15 mai 2009, même si la clause n'a pas été transmise dans les délais (clause passée après le 15 mai 2009) ; dans ce cas, la date d'effet du transfert de DPU sera « forcée » au 16 mai 2009.

5. Les transferts doivent être déclarés à la DDT avant le 17 mai 2010

Afin de faciliter le transfert direct des DPU entre exploitants, des modèles de clauses ont été élaborés. Ils sont disponibles sur le site Internet du Ministère de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Pêche.

Au travers de ces clauses, les transferts doivent être déclarés à la DDT au plus tard le 17 mai 2010 pour être pris en compte au titre de la campagne 2010 et donner lieu au paiement de l'aide découplée 2010.

Attention ! Même si les clauses peuvent être déposées jusqu'au 17 mai 2010, il convient que le transfert ait une date d'effet antérieure ou égale au 15 mai 2010.

Les événements déclarés postérieurement ne pourront être pris en compte que pour le paiement de l'aide découplée 2011, même si la date de l'événement est antérieure au 15 mai 2010. Dans ce cas, la date d'effet sera forcée au 16 mai 2010.

Souvent, la clause déposée par un agriculteur n'est pas accompagnée par toutes les pièces justificatives au moment de l'instruction de la clause par la DDT ou se révèle ne pas être la bonne clause à renseigner. Dans de telles situations, la date de dépôt à prendre en compte est celle du dépôt initial de la clause quelle que soit la date de dépôt du dossier complété ou modifié, sous réserve que soient conservées toutes les traces d'échanges et preuves de la date de dépôt initial et des modifications éventuellement apportées au dossier. **La date à renseigner en cas de correction d'une clause après le 15 mai 2010 est la date réelle d'établissement de la nouvelle clause corrigée même si elle est postérieure au 15 mai 2010 sous réserve bien évidemment que la date initiale de dépôt ne soit pas postérieure au 15 mai 2010.**

Les modèles de clauses mis à disposition des agriculteurs ne constituent pas les seuls et uniques documents utilisables par l'administration pour instruire les transferts de DPU. Ils ont été élaborés pour faciliter la tâche des agriculteurs en leur fournissant un document type contenant toutes les informations nécessaires à l'instruction des transferts de DPU.

Cependant, un mouvement de DPU peut également être instruit par l'administration sur la base d'un autre document co-signé par les deux parties et émanant par exemple d'un notaire si ce document est suffisamment renseigné pour disposer de toutes les informations nécessaires à l'instruction du transfert de DPU (conditions du transfert, identification des DPU transférés, caractéristiques du cédant et de l'acquéreur...).

II. TRANSFERTS DE DPU A TITRE DEFINITIF

1. DPU transférables

Un exploitant ne peut céder par clause de cession définitive que les DPU dont il est propriétaire et qu'il détient à la date d'effet de la clause.

Il s'agit :

- **des DPU normaux** ;
- **des DPU spéciaux** : le transfert partiel des DPU spéciaux d'un exploitant est possible. Toutefois, ce type de transfert a pour effet de normaliser les DPU spéciaux transférés ; l'acquéreur ne pourra les activer qu'avec des surfaces admissibles. Par contre, les DPU gardent leur caractère spécial chez le cédant.

En revanche, si les DPU font l'objet d'un transfert intégral, ils gardent leur caractère spécial et peuvent être activés avec des UGB par l'acquéreur.

Un transfert de DPU spéciaux est considéré comme intégral si l'exploitant cède la totalité des DPU spéciaux qu'il détient (quelle que soit leur contrainte d'activation) à la date du transfert à un seul et même repreneur.

Remarque concernant le changement de dénomination ou de statut juridique : seuls les DPU détenus en propriété sont transférés par le changement de forme juridique. Par conséquent, si l'exploitation initiale détenait des DPU en location ou mis à sa disposition, elle doit conclure avec le bailleur ou l'associé une clause de fin de bail ou de fin de mise à disposition et de nouvelles clauses doivent être conclues pour transférer ces DPU à l'exploitation résultante.

2. Les différents types de cessions définitives de DPU

Les DPU peuvent être transférés de façon définitive dans le cadre d'une cession par clause.

Seuls les héritages et les donations peuvent conduire à une substitution automatique des attributaires de DPU (subrogation). Pour les fusions, les scissions et les changements de dénomination ou de statut juridique, les transferts d'exploitation entre conjoints, les clauses sont le seul moyen de transférer les DPU.

Les transferts dans le cadre d'une fusion ou d'une scission doivent donc être déclarés dans les modèles de clause de cession définitive.

Pour le changement de forme juridique, le formulaire spécifique évite aux exploitants de lister tous les DPU cédés. En effet, il s'agit dans tous les cas d'un transfert intégral d'exploitation.

Les transferts définitifs de DPU peuvent être réalisés avec ou sans foncier mais, dans ce dernier cas, ils conduisent à des taux de prélèvements plus élevés (cf. II.3).

a. Transfert définitif de DPU avec foncier

Définition du transfert avec foncier

Il y a cession définitive de DPU en accompagnement de foncier si le nombre de DPU cédés est inférieur ou égal au nombre d'hectares de terres agricoles cédées et localisées dans le département de localisation des DPU. Cela signifie :

- que les terres cédées doivent l'être définitivement, au travers d'un acte foncier liant le cédant et le repreneur des DPU. De fait, les cessions définitives de DPU associées à une location ou à une mise à disposition de terres sont considérées comme des transferts de DPU sans terre ;
- que les terres cédées définitivement doivent être des terres agricoles, c'est-à-dire des terres potentiellement admissibles au bénéfice de l'aide dé耦plée. Depuis 2010, toutes les surfaces permettent d'activer des DPU. Les notions de terre agricole et de surface admissible recouvrent donc désormais les mêmes cultures.

Remarque : dans le cas de transfert de DPU entre conjoints, si les terres appartiennent en copropriété aux deux membres du couple, le transfert de DPU sera alors considéré avec foncier même s'il n'y a pas au sens strict un transfert de foncier entre le cédant et l'acquéreur. En effet, les terres appartenant aux deux membres du couple, les DPU restent « attachés au foncier ».

Par conséquent, si le nombre de DPU cédés localisés dans un département est supérieur au nombre d'hectares de terres agricoles cédées localisées dans ce même département, il convient de considérer qu'il y a deux transferts différents :

- un transfert en accompagnement de foncier pour un nombre de DPU localisés dans le département égal au nombre d'hectares agricoles cédés localisés dans le même département,
- et un transfert sans accompagnement de foncier pour les autres DPU transférés.

Modèle de clause de cession définitive avec foncier à utiliser

Pour déclarer les cessions définitives de DPU avec foncier, les exploitants disposent du modèle « cession définitive de DPU en accompagnement de foncier » (modèle 1).

b. Transfert définitif de DPU sans foncier

Définition du transfert de DPU sans foncier

Il y a cession définitive de DPU sans accompagnement de foncier lorsque le cédant cède des DPU à un acquéreur sans lui céder conjointement, de façon définitive, des hectares de terres agricoles localisées dans le même département de localisation que celui des DPU (exemple : cession de DPU entre un fermier sortant et un fermier entrant).

Modèles de clause de cession définitive sans foncier à utiliser

Pour déclarer les cessions définitives de DPU sans foncier, les exploitants disposent de deux modèles de clause :

- modèle 2 : cession définitive sans accompagnement de foncier si le transfert de DPU n'est lié à aucun événement foncier ;
- modèle 3 : cession définitive sans accompagnement de foncier mais assimilé à un transfert avec foncier si le transfert de DPU est réalisé vers le nouvel exploitant des terres (ex : cession de DPU entre un fermier sortant et un fermier entrant, cession de DPU entre une société et un associé suite à une fin de mise à disposition...) (cf. II.3.a).

c. Changement de dénomination ou de statut juridique

Pour la gestion des DPU, lors d'un changement de dénomination ou de statut juridique, le transfert de DPU s'opère à l'aide de clauses contractuelles. Toutefois, ce transfert se distingue des autres types de transferts car il s'agit nécessairement du transfert de tous les DPU de l'exploitation source, ce qui justifie un formulaire particulier (modèle n° 6).

Il y a changement de statut ou de dénomination juridique dans les cas suivants :

- transformation d'une exploitation individuelle en société ;
- transformation d'une société en exploitation individuelle ;
- changement de statut ou de forme juridique d'une société ;
- changement de la dénomination juridique d'une société.

Par ailleurs, pour qu'il y ait changement de forme juridique, il faut que les trois conditions suivantes soient remplies :

- il doit y avoir création d'une nouvelle structure agricole ;
- il doit y avoir continuité du contrôle de l'exploitation avant et après l'événement. Cela signifie qu'au moins l'une des personnes qui avaient le contrôle de l'exploitation source doit avoir le contrôle de l'exploitation résultante. Cette continuité du contrôle est examinée entre le 15 mai 2009 et le 15 mai 2010 ;

On entend par exploitant exerçant le contrôle d'une exploitation :

- le chef d'exploitation en cas d'exploitation individuelle ;
 - l'un des associés en cas de GAEC ;
 - l'un des associés exploitants en cas d'EARL ;
 - l'un des associés gérants dans les autres formes sociétaires.
- il doit y avoir constance du périmètre de l'exploitation. Ce maintien du périmètre est constaté entre le 15 mai 2009 et le 15 mai 2010, sur la base de la SAU déclarée dans les déclarations de surfaces des années correspondantes. Toutefois, une marge de tolérance est introduite pour permettre de ne pas exclure certaines exploitations qui auraient pu perdre ou gagner quelques hectares lors du changement de situation juridique ou au cours de la campagne (reprise par un propriétaire, transformation d'une parcelle agricole en terrain à bâtir, etc.). Cette marge de tolérance est établie à 5 % de la SAU de la campagne précédente.

Rappel : cette règle imposant la constance du périmètre de l'exploitation vise à éviter le contournement de l'application des prélèvements lors des fusions-absorptions et des scissions (avec ou sans sortie d'associé) ainsi que lors des transferts de DPU sans terre (contournement de l'application du taux de prélèvement de 30 %).

Nota :

- l'utilisation du modèle de formulaire n° 6 est limitée aux cas de changements de statut ou de dénomination juridique. Les transferts entre époux doivent être déclarés en utilisant les autres modèles de clauses ;
- le changement de statut ou de dénomination juridique permet également de traiter un cas particulier : il s'agit du cas où un exploitant établit son siège d'exploitation dans un autre département. Dans ce cas, un nouveau numéro Pacage lui est attribué par la DDT de son nouveau département. Pour permettre le transfert de ses DPU vers son nouveau numéro Pacage, il est admis que ce transfert soit traité par changement de forme juridique. Toutefois, ceci n'est permis qu'à la condition qu'il conserve l'intégralité des terres précédemment exploitées (+ ou - 5 % maximum de variation de la SAU, cf. ci-dessus).

d. Renonciations au profit de la réserve

Nature des DPU auxquels un agriculteur peut renoncer

L'exploitant peut renoncer uniquement aux DPU normaux et spéciaux qu'il détient en propriété au 15 mai 2010. Il ne peut pas renoncer à des DPU dont il est propriétaire, mais qu'il ne détient pas au 15 mai 2010 (car il les a mis en location ou à disposition auprès d'un autre exploitant).

Les DPU remontent à la **réserve nationale**.

Le montant des renonciations effectuées avant le 15 mai 2010 est disponible en **réserve nationale** pour la campagne 2010.

Modèle de clause de renonciation à utiliser

Un exploitant peut renoncer à des DPU au profit de la réserve en utilisant le formulaire de déclaration de renonciation (formulaire n° 11). Cela consiste pour l'exploitant à renoncer à des DPU explicitement désignés par lui, et qu'il identifie sur le tableau du formulaire.

La date d'effet d'une renonciation est le 15 mai 2010. Elle intervient donc après tous les autres mouvements. Cela signifie que les DPU qui remontent en réserve ne peuvent être que ceux qui sont présents dans le portefeuille de l'exploitant au 15 mai 2010, après prise en compte des autres mouvements.

3. Prélèvements effectués sur les transferts définitifs

Les transferts de DPU sont soumis à des prélèvements effectués sur la valeur unitaire des DPU. Cela signifie qu'à la suite d'un transfert, la valeur faciale du DPU chez le repreneur est diminuée du montant correspondant au taux de prélèvement. Les montants ainsi prélevés viennent alimenter la **réserve nationale** et constituent des ressources permettant de financer les programmes 2010.

Les montants prélevés remontent à la **réserve nationale**.

Le montant des prélèvements sur les transferts effectués entre le 16 mai 2009 et le 15 mai 2010 sont disponibles en **réserve nationale** pour la campagne 2010.

Seuls les transferts définitifs de DPU sont soumis à prélèvement. Les baux et les mises à disposition ne sont pas soumis à prélèvement. Il en est de même pour les changements de dénomination ou de statut juridique, ainsi que pour les donations et héritages.

Les différents taux de prélèvement appliqués sur les transferts définitifs de DPU sont de 3 %, 10 % (transfert avec terres ou assimilés avec terres) ou **30 %** (transfert sans terre). Certaines catégories d'exploitants (nouvel exploitant par exemple) sont exonérées de prélèvement.

Le taux de prélèvement applicable dépend :

- du type de transfert ;
- des caractéristiques de l'acquéreur.

Les tableaux suivants récapitulent les différents taux de prélèvements applicables.

TRANSFERTS DROITS NORMAUX ET JACHERE		Transfert de DPU avec terres ou assimilé				Transfert de DPU sans terre	
		surf. acquéreur < seuil dép.		surf. acquéreur > seuil dép.		cas général	transfert total d'exploitation
		transfert partiel d'exploitation	transfert total d'exploitation	transfert partiel d'exploitation	transfert total d'exploitation		
Qualité de l'acquéreur	Tout agriculteur	3 %	3 %	10 %	3 %	30 %	3 %
	Nouvel exploitant	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %
	Nouvel installé	0 %	0 %	10 %	0 %	30 %	0 %
	Conjoint ou parent	0 %	0 %	10 %	0 %	30 %	0 %
Changement de situation juridique			0 %		0 %		0 %

Cas particulier des droits spéciaux :

TRANSFERTS DROITS SPECIAUX		transfert total	transfert partiel
Qualité de l'acquéreur	Tout agriculteur	3 %	Le transfert partiel normalise les DPU spéciaux → taux identiques aux transferts de DPU normaux
	Nouvel exploitant	0 %	
	Nouvel installé	0 %	
	Conjoint ou parent	0 %	
Changement de situation juridique		0 %	

a. Définition des différents types de transfert

Les transferts avec terres, sans terre ou assimilés avec terres

Un transfert de DPU est un **transfert avec terres** s'il est accompagné du transfert définitif d'un nombre d'hectares de terres agricoles situées dans le même département que le département de stickage des DPU transférés au moins égal au nombre de DPU transférés.

Un transfert de DPU est un **transfert sans terre** s'il n'est pas accompagné d'un transfert définitif de terres agricoles situées dans le même département que le département de stickage des DPU transférés (un transfert de DPU avec des terres agricoles situées dans un département différent du département de stickage des DPU est considéré comme un transfert sans terre).

Un transfert de DPU sans terre **est assimilé à un transfert avec terres** (au sens des taux de prélèvement) si l'acquéreur des DPU exploite un nombre d'hectares de terres agricoles précédemment exploitées par le cédant des DPU au moins égal au nombre de DPU transférés.

Les transferts de DPU sans terre mais assimilés à un transfert avec terres couvrent notamment :

- les fins de bail lorsque le fermier sortant, propriétaire de DPU, les cède au nouveau fermier ;
- les fins de mise à disposition lorsque la société, propriétaire de DPU, les cède au nouvel exploitant des terres. Dans le cas de sortie d'associés et de fin de mise à disposition, le nouvel exploitant des terres peut être :
 - soit l'associé sortant s'il exploite lui-même en propre les terres qu'il a reprises,
 - soit l'associé sortant s'il met à disposition ses terres dans une autre société **et** s'il est associé exploitant au sein de cette nouvelle société (associé dans un

GAEC, associé exploitant dans une EARL, associé gérant dans les autres formes sociétaires),

- soit la nouvelle société dans laquelle l'associé sortant met à disposition les terres qu'il a reprises,
- soit le nouveau fermier si l'associé sortant loue les terres qu'il a reprises ;
- les ventes de foncier à un investisseur non agricole (dont les Safer) lorsque le propriétaire cède les DPU au nouvel exploitant des terres.

Attention : la cession de DPU concomitamment à une location ou à une mise à disposition de terres, même si elle est considérée comme un transfert assimilé avec terres est prélevé comme un transfert sans terre.

Les transferts totaux ou partiels d'exploitation

Un transfert d'exploitation est total si l'intégralité des surfaces du cédant est reprise par le même acquéreur, que ces surfaces soient ou non admissibles, qu'elles aient été reprises par vente, location, cession de bail ou toute autre forme de transfert de jouissance.

Par ailleurs, pour qu'un transfert d'exploitation soit total, il est nécessaire que la superficie agricole utile de l'exploitation cédée n'ait pas été réduite de plus de 15 % au cours des trois campagnes PAC précédant la cession. Il est précisé que le cédant peut conserver, le cas échéant, une superficie de subsistance (définition MSA).

Exemples :

A transfère la totalité de son exploitation à B. Ce dernier exploite en propre les terres reprises. Il s'agit d'un transfert intégral d'exploitation.

A était associé au sein d'une société. Il sort de la société et reprend le foncier et les DPU qu'il y mettait à disposition. Il transfère la totalité de ses terres à B qui exploite les terres reprises auprès de A. Il s'agit d'un transfert intégral d'exploitation.

A transfère la totalité de son exploitation à B. Ce dernier met les terres à disposition d'une société dans laquelle il est associé exploitant. Il s'agit d'un transfert intégral d'exploitation.

A transfère la totalité de son exploitation à B. Ce dernier met les terres à disposition d'une société dans laquelle il n'est pas associé exploitant. Le transfert entre A et B n'est pas considéré comme un transfert intégral d'exploitation puisque B ne bénéficie pas d'un transfert de jouissance des terres. Par contre, le transfert entre A et la nouvelle société est un transfert intégral d'exploitation.

A transfère la totalité de son exploitation à B. Ce dernier loue à un fermier une partie des terres et met à disposition l'autre partie dans une société. Il ne s'agit pas d'un transfert intégral d'exploitation, les terres étant exploitées par deux structures.

Une société est composée de plusieurs associés. Elle est dissoute et un des associés reprend à son nom toutes les terres qui étaient mises à disposition au sein de la société par les autres associés (cessions de bail, cessions définitives de foncier, location de foncier...). L'associé restant exploite ces terres en propre ou au sein d'une société dans laquelle il est associé exploitant : il s'agit d'un transfert intégral d'exploitation.

Remarque : dans le cas particulier des transferts entre époux, la reprise de l'exploitation par le conjoint (marié, concubin, pacsé) est considérée comme un transfert intégral d'exploitation même s'il n'y a pas au sens strict de transfert foncier (par exemple époux co-propriétaires du foncier).

Les transferts avec ou sans dépassement du seuil d'agrandissement

L'article D. 615-69 du code rural prévoit que le taux de prélèvement appliqué sur la valeur unitaire des DPU transférés en accompagnement de foncier (ou assimilés comme tels) est porté à 10 % lorsque la SAU de l'acquéreur des DPU dépasse un seuil fixé par le Préfet.

Ce seuil, exprimé en nombre d'unités de référence (UR), doit être compris entre 0,5 et 2 UR. Il est fixé par arrêté préfectoral. De plus, il prend une unique valeur pour tout le département. Si l'arrêté préfectoral est millésimé, il doit être repris avant chaque campagne. La valeur de l'UR exprimée en hectares peut prendre différentes valeurs en fonction des zones du département. Le taux de prélèvement appliqué à un transfert de DPU est établi à partir de la valeur de l'UR dans la commune du siège de l'exploitation de l'acquéreur des DPU.

Par contre, le seuil exprimé en hectares est fonction de la valeur de l'UR, elle-même exprimée en hectares, laquelle est déterminée dans le Schéma Directeur Départemental des Structures (SDDS). Le seuil exprimé en hectares peut donc avoir, pour un même département, deux valeurs différentes pour la même campagne. Dans ce cas, le taux de prélèvement appliqué à un transfert de DPU sera établi à partir de la valeur de l'UR à la date d'effet de la clause.

Enfin, le seuil d'agrandissement est calculé en fonction du nombre d'associés dans le cas des GAEC et du nombre d'associés exploitants dans le cas des EARL. Cela signifie que la SAU à partir de laquelle le taux de prélèvement est porté à 10 % est égale au seuil d'agrandissement exprimé en hectares multiplié par le nombre (sans plafond) d'associés pour les GAEC ou d'associés exploitants pour les EARL (ce nombre est considéré à la date d'effet du transfert). Pour les autres formes sociétaires, le seuil d'agrandissement est le même quel que soit le nombre d'associés.

Le taux de prélèvement de 10 % n'est appliqué que sur les DPU normaux (et spéciaux s'ils sont transférés partiellement) acquis au-delà de la surface d'agrandissement, indépendamment du nombre de DPU déjà détenus. Le taux majoré est appliqué aux DPU transférés de plus faible valeur.

Exemple :

Dans un département, le seuil d'agrandissement est fixé à 100 ha.

- *exploitation de l'acquéreur avant acquisition foncière = 75 ha*
 - *acquisition de 20 ha et 20 DPU : 20 DPU prélevés à 3 % ;*
 - *acquisition de 40 ha et 40 DPU : 25 DPU prélevés à 3 % et 15 DPU prélevés à 10 % ;*
 - *acquisition de 40 ha et 20 DPU : 20 DPU prélevés à 3 % ;*
- *exploitation de l'acquéreur avant acquisition foncière = 110 ha. La SAU exploitée étant déjà supérieure à la surface d'agrandissement, tous les DPU transférés sont prélevés à 10 %.*

b. Définition des différentes caractéristiques de l'acquéreur

Nouvel exploitant

On entend par nouvel exploitant toute personne physique ou morale qui démarre une activité agricole alors qu'elle n'a pas exercé d'activité agricole en son nom propre et qu'elle n'a pas eu le contrôle d'une société dans les cinq années précédant le lancement de la nouvelle activité et la première perception des aides.

La qualité de nouvel exploitant est conservée 12 mois à partir de la date de la première affiliation MSA en tant que chef d'exploitation.

Un conjoint collaborateur, un aide familial, un salarié ou un cotisant solidaire peut être considéré comme nouvel exploitant à partir du moment où il s'affilie en tant que chef d'exploitation auprès de la MSA.

Nouvel installé

On entend par nouvel installé tout nouvel exploitant qui répond en plus aux critères de nationalité, capacité professionnelle et projet d'installation viable sur la base de la dernière année d'un plan de développement de l'exploitation (un JA bénéficiant des aides d'Etat à l'installation est réputé satisfaire cette dernière condition).

Un nouvel installé est une personne qui répond aux conditions suivantes :

1°/ « Commencer à exercer une activité agricole » au sens de l'article 2-I du règlement n° 1120/2009 du 29 octobre 2009, c'est-à-dire n'avoir jamais exercé d'activité agricole en son nom, ou au sein d'une société (personne morale), dans les cinq ans précédant le lancement de la nouvelle activité ;

2°/ Etre de nationalité française ou ressortissant d'un autre Etat membre de l'Union européenne ou, pour les ressortissants de pays non membres de l'Union européenne, justifier d'un titre de séjour les autorisant à travailler sur le territoire français pendant une période minimum de 5 ans à compter de la date d'utilisation ;

3°/ Justifier à la date de son installation d'une capacité professionnelle agricole :

a) attestée par la possession d'un diplôme ou d'un titre homologué de niveau égal ou supérieur :

- pour les candidats nés avant le 1^{er} janvier 1971, au brevet d'études professionnelles agricoles ou au brevet professionnel agricole ;
- pour les candidats nés à compter du 1^{er} janvier 1971, au baccalauréat professionnel, option « conduite et gestion de l'exploitation agricole » ou au brevet professionnel, option « responsable d'exploitation agricole » procurant une qualification professionnelle correspondant à l'exercice du métier de responsable d'exploitation agricole ou un titre reconnu par un Etat membre de l'Union européenne ou par un Etat ayant conclu l'accord sur l'espace économique européen, conférant le niveau IV agricole ;

b) complétée, pour les candidats nés à compter du 1^{er} janvier 1971, par la réalisation d'un plan de professionnalisation personnalisé validé par le préfet leur permettant de se préparer au métier de responsable d'exploitation agricole ;

4°/ Présenter un projet d'installation sur une exploitation :

- dont l'importance permet de répondre aux conditions d'assujettissement au régime de protection sociale des personnes non salariées des professions agricoles en application des articles L. 722-4 à L. 722-7 du code rural ;
- constituant une unité économique indépendante et viable au terme de la cinquième année suivant l'installation sur la base d'un plan de développement de l'exploitation au sens de l'article D. 343-7 du code rural.

La qualité de nouvel installé est conservée pendant les 5 années suivant la date d'installation.

Si l'exploitant est titulaire d'un certificat de conformité CJA établi par le Préfet (cas d'une installation aidée), la date d'installation correspond à la date à laquelle l'installation est jugée conforme au projet d'installation agréé qui figure dans ce document.

Si l'exploitant n'est pas titulaire d'un certificat de conformité CJA (cas d'une installation non aidée), c'est la date de sa première affiliation au régime de protection sociale des personnes non salariées des professions agricoles, en qualité de bénéficiaire des prestations Amexa, qui sera retenue comme date d'installation de l'exploitant.

Certains exploitants peuvent commencer à exercer une activité agricole sur certaines surfaces, avant de s'installer en respectant les conditions du nouvel installé : c'est le schéma de la pré-installation. Pour l'application des taux de prélèvement dans ce cas, on considère que l'agriculteur est nouvel exploitant pendant l'année suivant sa première affiliation au régime de protection sociale en tant que chef d'exploitation. Par la suite, lorsqu'il s'installe en respectant les critères « nouvel installé », cet agriculteur est considéré comme « nouvel installé » pendant une durée de cinq ans suivant la date d'installation. Les deux périodes peuvent éventuellement être disjointes.

Nota : lorsqu'un agriculteur répondant à la définition de nouvel exploitant ou de nouvel installé entre dans une société, celle-ci n'est pas considérée comme nouvel exploitant ou nouvel installé à moins que tous les associés-exploitants répondent à la définition de nouvel exploitant ou de nouvel installé.

Cadre familial ou conjoint

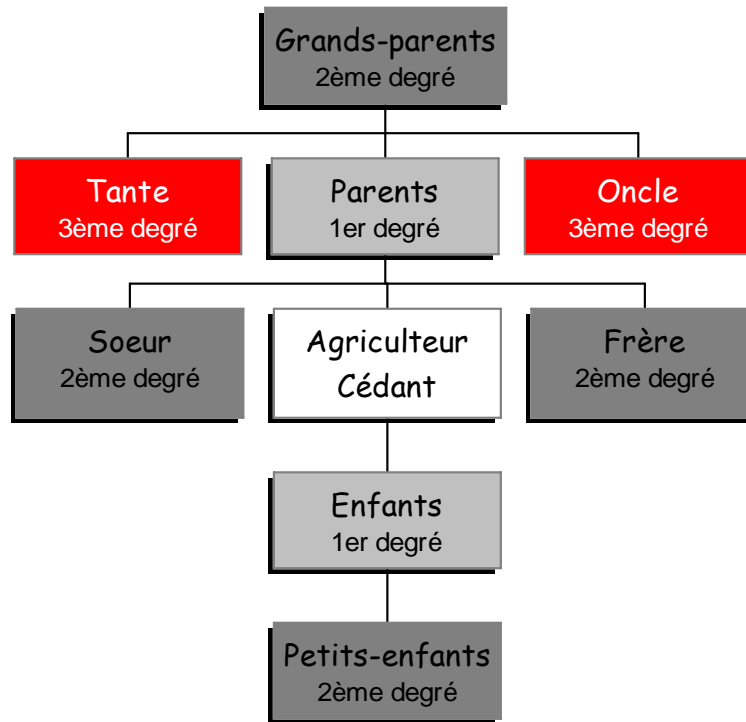
Un transfert de DPU est considéré comme se réalisant dans un cadre familial si l'acquéreur a, avec le cédant, un lien de parenté jusqu'au second degré inclus (parents/enfants, grands-parents/petits-enfants, frères/sœurs) (cf. schéma ci-après).

Si l'acquéreur est le conjoint du cédant (marié, concubin, pacsé), le transfert est assimilé à un transfert réalisé dans le cadre familial.

Lorsque l'un des signataires de la clause est une forme sociétaire, on considère qu'il y a un lien de parenté entre un exploitant individuel et cette société lorsque l'exploitant individuel a un lien de parenté jusqu'au second degré inclus avec chacun des associés de la société (associé dans un GAEC, associé exploitant dans une EARL, associé gérant dans les autres formes sociétaires).

Lorsque l'un des signataires est une indivision, on considère qu'il y a un lien de parenté entre un exploitant individuel et cette indivision lorsque l'exploitant individuel a un lien de parenté jusqu'au second degré inclus avec chacun des indivisaires. En pratique, ce cas se réduit souvent à celui où l'individu est lui-même l'un des indivisaires.

Lorsque les deux signataires de la clause sont des sociétés, on considère qu'il y a un lien de parenté entre les deux sociétés lorsque chacun des associés de la première société a un lien de parenté jusqu'au second degré inclus avec chacun des associés de la deuxième société (associé dans un GAEC, associé exploitant dans une EARL, associé gérant dans les autres formes sociétaires).



c. Le cas particulier des sorties d'associés

La sortie d'associés d'une société est soumise aux règles classiques de prélèvements sur les DPU.

Lors de la sortie d'associés et lorsque ceux-ci reprennent le foncier qu'ils mettaient à disposition ou qu'ils louaient à la société, si la société est propriétaire de DPU, elle peut les céder :

- aux associés sortants, il s'agit alors d'un transfert sans foncier. Si l'associé sortant exploite directement les terres ou les met à disposition (avec les DPU) dans une société dans laquelle il est exploitant (associé dans un GAEC, associé exploitant dans une EARL, associé gérant dans les autres formes sociétaires), le transfert est alors assimilé à un transfert avec foncier (modèle de clause 3) ;
- aux nouveaux exploitants des terres (fermiers par exemple à qui l'associé loue ses terres ou nouvelle société dans laquelle l'associé met à disposition foncier et DPU), il s'agit alors d'un transfert assimilé à un transfert avec terres (modèle de clause 3) ;
- à d'autres exploitants mais il s'agit d'un transfert sans terre (modèle de clause 2).

Dans tous les cas, la cession de DPU de la société à l'un des associés, ce dernier louant DPU et foncier ou mettant DPU et foncier à disposition d'une nouvelle société dans laquelle il n'a pas le statut d'associé exploitant est une cession de DPU sans foncier (modèle de clause 2).

Exemples :

Un associé A sort d'une société dans laquelle il mettait à disposition du foncier. Les DPU appartiennent tous à la société.

A exploite en individuel les terres qu'il a reprises. Le transfert de DPU entre la société et A est un transfert sans terre assimilé à un transfert avec terres puisque les DPU sont transférés au nouvel exploitant des terres.

A met les terres qu'il a reprises à disposition d'une autre société dans laquelle il est associé exploitant. Le transfert de DPU entre la société et A est un transfert sans terre assimilé à un

transfert avec terres puisque les DPU sont transférés au nouvel exploitant des terres. Les DPU auraient pu également être transmis directement entre la première et la seconde société et cela aurait été également un transfert sans foncier assimilé à un transfert avec terres puisque les DPU « rejoignent » également le foncier.

A loue à un fermier les terres qu'il a reprises. Le transfert de DPU entre la société et A est un transfert sans terre. Par contre, le transfert de DPU entre la société et le fermier est un transfert sans terre assimilé à un transfert avec terres.

A met les terres qu'il a reprises à disposition d'une autre société. Il n'est pas associé exploitant dans cette nouvelle société. Le transfert de DPU entre la société et A est un transfert sans terre. Par contre, le transfert de DPU entre la première société et la nouvelle société est un transfert sans terre assimilé à un transfert avec terres.

La société cède les DPU à un autre exploitant que A et qui n'exploite pas les terres qu'a reprises A. Il s'agit d'un transfert de DPU sans terre.

Suite à la dissolution d'une société, si l'un des associés reprend toutes les surfaces de la société (détenues par la société en propre, par location ou par mise à disposition) :

- on considère qu'il s'agit d'un transfert intégral d'exploitation s'il exploite directement ces terres ou s'il les met à disposition dans une autre société dans laquelle il a le statut d'associé exploitant (associé dans un GAEC, associé exploitant dans une EARL, associé gérant dans une autre forme sociétaire) ;
- dans tous les autres cas, il n'y a pas de transfert intégral d'exploitation à l'associé sortant puisqu'il n'y a pas de transfert de jouissance à l'associé sortant (notamment dans le cas où l'associé sortant souhaite louer les terres reprises : dans ce cas, le transfert intégral d'exploitation peut éventuellement être accepté entre la société initiale et le fermier si ce dernier reprend bien la totalité des surfaces de la société initiale).

III. TRANSFERTS DE DPU A TITRE TEMPORAIRE

Les DPU peuvent être transférés de façon temporaire par bail ou par mise à disposition.

Les baux et les mises à disposition sont soumis aux principes suivants :

- le bail et la mise à disposition de DPU doivent toujours s'accompagner respectivement d'un bail ou d'une mise à disposition d'un nombre au moins égal d'hectares de terres agricoles ;
- les transferts de DPU par bail ou mise à disposition ne font l'objet d'aucun prélèvement.

1. La location de DPU

La location de DPU est conclue pour une durée définie par les co-contractants. L'arrivée à échéance du bail ouvre au locataire un droit au renouvellement du bail pour sa durée initiale.

a. Les DPU transférables par bail

Les DPU transférables par ce type de mouvement sont :

- les DPU normaux détenus en propriété ;
- les DPU spéciaux détenus en propriété : le transfert par bail a pour effet de les normaliser définitivement, que le bail concerne l'intégralité ou une partie des DPU spéciaux détenus par le producteur à la date d'effet du bail. En 2010, le locataire ne pourra donc activer ces DPU loués qu'avec des surfaces admissibles. De plus, le bail de DPU spéciaux doit bien évidemment, comme pour les DPU normaux, s'effectuer en accompagnement d'un bail de terres agricoles.

b. Le bail de DPU en accompagnement d'un bail de foncier

La location de DPU ne peut se faire qu'en accompagnement de foncier c'est-à-dire que le nombre de DPU loués localisés dans un département doit être inférieur ou égal au nombre d'hectares de terres agricoles louées localisées dans ce même département.

Par ailleurs, les terres louées doivent être des terres agricoles c'est-à-dire des terres potentiellement admissibles au bénéfice de l'aide découplée. Depuis 2010, toutes les surfaces permettent d'activer des DPU. Les notions de terre agricole et de surface admissible recouvrent donc désormais les mêmes cultures.

La location de DPU est réalisée pour une durée identique à celle de la location des terres, que celle-ci prenne la forme d'un bail rural, d'un bail de longue durée, d'un bail à métayage, d'un bail verbal, d'un commodat ou encore d'une convention pluriannuelle de pâturage (il est à noter que le preneur devra pouvoir justifier de la détention des terres le 15 mai pour activer les DPU).

Pour déclarer le bail de DPU, les exploitants disposent du modèle de clause « bail des DPU en accompagnement d'un bail de foncier » (modèle 4).

Remarque : pour qu'une location de DPU soit acceptée, il est nécessaire que le propriétaire des DPU loués soit le même que le propriétaire des terres louées sinon cela reviendrait à accepter une location de DPU sans foncier.

Si les terres appartiennent en co-propriété aux deux conjoints d'un couple et si les DPU appartiennent à un seul des conjoints, il est admis que la location des DPU est possible avec les terres appartenant en co-propriété aux deux conjoints.

c. La fin de bail de DPU

Dans tous les cas, lorsqu'il est mis fin au bail du foncier et afin que les DPU reviennent au bailleur, l'événement doit être déclaré à la DDAF/DDEA. Pour déclarer la fin de bail, les exploitants disposent d'un unique modèle de clause : « demande de prise en compte d'une fin de bail ou d'une fin de mise à disposition » (modèle 7).

*Remarque : lorsqu'un locataire de DPU refuse de signer la clause de fin de bail, cette dernière peut être signée uniquement par le propriétaire **si elle est accompagnée de la preuve de la résiliation du bail relatif au foncier**. En effet, la location de DPU n'est autorisée qu'en accompagnement de foncier. La résiliation du bail de foncier entraîne donc la résiliation de la location de DPU.*

2. La mise à disposition

a. Les DPU transférables par mise à disposition

Les DPU transférables par ce type de mouvement sont :

- **les DPU normaux** détenus en location et/ou en propriété ;
- **les DPU spéciaux** détenus en location et/ou en propriété : la mise à disposition des DPU spéciaux n'est autorisée que si elle concerne l'intégralité des DPU détenus à la date d'effet de la mise à disposition par l'associé. Les DPU conservent alors leur caractère spécial.

b. La mise à disposition de DPU

Un associé exploitant peut mettre des DPU à la disposition de sa société s'il met également à disposition un nombre d'hectares de terres agricoles au moins égal au nombre de DPU ainsi mis à disposition. L'associé peut être propriétaire des DPU et du foncier mis à disposition mais également locataire de ces DPU et de ce foncier.

Le nombre de DPU mis à disposition localisés dans un département doit donc être inférieur ou égal au nombre d'hectares de terres agricoles mises à disposition localisées dans ce même département.

Les terres mises à disposition doivent être des terres agricoles c'est-à-dire potentiellement admissibles au bénéfice de l'aide dé耦plée. Depuis 2010, toutes les surfaces permettent d'activer des DPU. Les notions de terre agricole et de surface admissible recouvrent donc désormais les mêmes cultures.

Remarque : les terres mises à disposition en accompagnement des DPU peuvent avoir été déclarées, le 15 mai précédant, par la société au sein de laquelle la mise à disposition est demandée.

Exemple :

Un agriculteur, nouvel exploitant, souhaite s'installer dans une société sans apport de foncier extérieur à la société. Il reprend à son nom des baux de foncier précédemment au nom des associés de la société qu'il intègre. Il a acquis des DPU auprès d'un tiers. Il remet les terres détenues en location à disposition au sein de la société qu'il intègre.

Il doit pouvoir mettre à disposition les DPU au sein de la société avec les terres même si elles étaient déclarées le 15 mai précédent au sein de la même société sinon il ne pourrait pas mettre à disposition les DPU acquis.

Toutefois, la mise à disposition de DPU sans accompagnement d'une mise à disposition de foncier peut se faire s'il s'agit de DPU spéciaux. Mais dans ce cas, c'est l'intégralité des DPU spéciaux détenus qui doit être transférée. En effet, si le transfert est partiel, les DPU spéciaux sont automatiquement normalisés ; ils ne peuvent donc plus être mis à disposition sans foncier.

Pour déclarer une mise à disposition, les exploitants disposent du modèle de clause « convention de mise à disposition en accompagnement d'une mise à disposition de foncier » (modèle 5).

c. La fin de la mise à disposition de DPU

Le départ de l'associé a pour conséquence la fin de la convention de mise à disposition des terres au sein de la société et doit entraîner la fin de la mise à disposition des DPU. Pour

déclarer une fin de mise à disposition, les exploitants disposent du modèle de clause « demande de prise en compte d'une fin de bail ou d'une fin de mise à disposition » (modèle 7).

*Remarque : lorsqu'une société dans laquelle sont mis à disposition des DPU refuse de signer la clause de fin de mise à disposition, cette dernière peut être signée uniquement par l'associé **si elle est accompagnée de la preuve de la résiliation de la convention de mise à disposition relative au foncier**. En effet, la mise à disposition de DPU n'est autorisée qu'en accompagnement de foncier. La résiliation de la mise à disposition de foncier entraîne donc la résiliation de la mise à disposition de DPU.*

IV. CAS PARTICULIERS DES SAFER

(Voir aussi paragraphe I.3 – « remarque concernant les Safer »)

Dans le cadre de ses missions, une Safer peut être amenée à intervenir dans des opérations foncières, que celles-ci portent sur des acquisitions ou sur des locations de terres.

Dans le cas très particulier des préemptions et des rétrocessions définitives ou temporaires de DPU préemptés, la Safer est partie prenante aux transferts de DPU et des formulaires spécifiques ont été élaborés à cet effet. Même s'il s'agit de mouvements dans lesquels la Safer est partie prenante au sens où les DPU transitent par son portefeuille, celle-ci n'est que détentrice provisoire des DPU en vue de les ré-attribuer au rétrocessionnaire final du foncier préempté. Elle ne peut en aucun cas activer les DPU qu'elle a préemptés et qu'elle détient dans son portefeuille. Elle ne peut donc pas percevoir l'aide découplée correspondante.

Par ailleurs, il est précisé qu'aucun prélèvement n'est effectué au moment de la préemption. Ce n'est que lorsque la rétrocession définitive des DPU intervient qu'un prélèvement sera appliqué sur le transfert des DPU.

Dans les autres cas, la Safer ne fait que faciliter le transfert entre exploitants. Les mouvements de DPU doivent être réalisés directement entre les exploitants, sans transiter par la Safer.

1. Préemption conjointe de DPU et de foncier

La loi d'orientation agricole du 5 janvier 2006 a, dans son article 38, modifié l'article L.143-1 du code rural afin d'étendre le droit de préemption des Safer à la mise en vente d'un ensemble constitué de foncier et de DPU.

Ainsi, lorsqu'un propriétaire exploitant met en vente conjointement du foncier et des DPU, la Safer peut exercer son droit de préemption sur le lot ainsi constitué.

La préemption de DPU n'est possible qu'en accompagnement de foncier. Cela signifie que dans le cas où un exploitant met en vente des terres mais qu'il n'est pas propriétaire des DPU correspondants car ils ont été attribués à son fermier qui exploitait les terres durant la période de référence, la Safer ne peut pas exercer son droit de préemption sur les DPU.

Lorsque la préemption porte sur l'intégralité d'une exploitation, alors tous les DPU y compris les DPU surnuméraires sont concernés par celle-ci. En effet, dans le cas contraire, cela permettrait de faire échec au droit de préemption de la Safer.

Toutefois, la Safer est dans ce cas obligée de renoncer aux DPU surnuméraires préemptés. En pratique, lorsque la DDT constate dans le formulaire de préemption que la Safer déclare préempter plus de DPU que d'hectares dans un département donné, il est nécessaire qu'elle contacte la Safer afin que cette dernière identifie les DPU auxquels elle renonce.

La Safer doit déclarer les préemptions conjointes de terres et de DPU à l'administration par le biais d'un formulaire spécifique intitulé « formulaire de demande de préemption conjointe de terres et de DPU opérée par la Safer entre le 16 mai 2009 et le 15 mai 2010 ». Les formulaires doivent avoir été réceptionnés par la DDT au plus tard le 17 mai 2010 pour être pris en compte pour la campagne 2010.

Les DPU transférables par ce type de mouvements sont les suivants :

- **les DPU normaux** détenus en propriété par l'exploitant préempté ;
- **les DPU spéciaux** détenus en propriété par l'exploitant préempté : le mouvement de préemption a alors pour effet de les normaliser, qu'il s'agisse de la préemption de l'intégralité ou d'une partie seulement des DPU spéciaux détenus par l'exploitant à la date d'effet de la préemption.

2. Rétrocession et location conjointes de terres et de DPU préemptés

Le décret n° 2006-1824 du 23 décembre 2006 et l'arrêté du 2 avril 2007 encadrent de façon très précise l'attribution et la location de DPU préemptés et de terres par les Safer.

Dans le cas où la rétrocession ou la location s'effectue à plusieurs exploitants, ces transferts doivent répondre aux principes suivants :

- les DPU ne peuvent être attribués ou loués qu'avec des terres qui proviennent du même lot de préemption ;
- le nombre de DPU attribués ou loués doit être inférieur ou égal à la surface rétrocedée ;
- le lot de DPU attribué ou loué doit avoir la même composition que le lot préempté initialement.

Cela signifie que les Safer ne peuvent pas choisir les DPU qu'elles rétrocedent à chaque exploitant. Elles peuvent uniquement décider du nombre de DPU qu'elles souhaitent allouer à chacun, dans la limite du nombre d'hectares rétrocedés.

En pratique, la rétrocession est définie par le pourcentage que représente le nombre de DPU rétrocedés par rapport au nombre de DPU constituant le lot initial préempté. Le détail des DPU rétrocedés est défini en appliquant ce pourcentage à chaque groupe de DPU du lot initial préempté et présent dans le portefeuille de la Safer (un groupe de DPU est constitué des DPU ayant les mêmes caractéristiques).

Lorsque toutes les terres d'un même lot ont été rétrocedées de façon définitive mais que la Safer n'a pas rétrocedé tous les DPU du lot correspondant, la Safer doit renoncer aux DPU restants : elle ne peut pas conserver dans son portefeuille des DPU d'un lot dont toutes les terres ont été rétrocedées.

Remarques :

- *dans le cas particulier où la Safer rétrocede du foncier à un investisseur non agriculteur qui s'engage à donner en location lesdites terres à un agriculteur, les DPU*

doivent directement être attribués à cet agriculteur. Il s'agit du seul cas où la Safer peut disjoindre la rétrocession des terres de celle des DPU ;

- *en revanche, dans le cas où les terres rétrocédées perdent définitivement leur usage agricole, la Safer ne peut pas attribuer les DPU correspondant à l'investisseur. Si elle ne peut pas les attribuer à un autre agriculteur à qui elle rétrocède des terres du même lot préempté, elle doit y renoncer au profit de la réserve.*

La rétrocession de DPU à un attributaire définitif ou à un occupant précaire doit avoir été déclarée à la DDT à l'aide des deux formulaires spécifiques. Ces deux formulaires intitulés « formulaire de demande de prise en compte d'une attribution de DPU préemptés opérée par la Safer entre le 16 mai 2009 et le 15 mai 2010 » et « formulaire de demande de prise en compte d'un bail conjoint de terres et de DPU préemptés préalablement par la Safer entre le 16 mai 2009 et le 15 mai 2010 » doivent avoir été réceptionnés par la DDT de rattachement de l'attributaire ou de l'occupant précaire au plus tard le 17 mai 2010 pour être pris en compte au titre de la campagne 2010.

La fin de la rétrocession de DPU à un occupant précaire doit avoir été déclarée à la DDT à l'aide du formulaire spécifique. Ce formulaire intitulé « formulaire de demande de prise en compte d'une fin de bail conjoint de terres et de DPU préemptés préalablement par la Safer entre le 16 mai 2009 et le 15 mai 2010 » doit avoir été réceptionné par la DDT de rattachement de l'occupant précaire au plus tard le 17 mai 2010. Les DPU « remonteront » dans le portefeuille de la Safer qui pourra alors les rétrocéder définitivement.

Taux de prélèvement appliqué :

Seuls les mouvements de rétrocession définitifs de terres et de DPU préemptés sont soumis à prélèvement. Les modalités de détermination du taux applicable sont identiques à celles exposées pour les autres mouvements de cession définitive (cf. II.3).

3. Autres opérations Safer

- Les transferts directs de DPU entre le cédant des terres à la Safer et le rétrocessionnaire Safer, suite à une cession amiable des terres à la Safer, sont considérés comme des transferts sans foncier mais assimilés à des transferts avec foncier. Il convient d'utiliser le modèle de clause 3 (cf. II.2.b).
- Dans le cas des acquisitions par substitution, l'intervention de la Safer est « transparente », dans la mesure où le contrat de vente est directement conclu entre le cédant et le repreneur des terres. De ce fait, le modèle de clause devant être utilisé est le modèle de « cession définitive DPU en accompagnement d'une cession définitive de foncier » (modèle 1).
- Le bail de DPU en accompagnement d'un bail consenti par la Safer à la suite d'une mise à disposition de terres par le propriétaire doit être déclaré par le biais du modèle de clause spécifique (modèle 10).

V. SUBROGATIONS

Seuls les héritages et les donations constituent des cas de subrogation avec substitution automatique des attributaires de DPU.

Les subrogations ne sont soumises à aucun prélèvement.

1. DPU transférables

Un exploitant ne peut céder par héritage ou donation que les DPU dont il est propriétaire et qu'il détient à la date d'effet de la subrogation.

Il s'agit :

- **des DPU normaux** ;
- **des DPU spéciaux** : l'héritage partiel ou la donation partielle des DPU spéciaux est possible. Toutefois, ce type de mouvement a pour effet de normaliser les DPU spéciaux transférés ; l'exploitation résultante ne pourra les activer qu'avec des surfaces admissibles. Par contre, les DPU gardent le cas échéant leur caractère spécial chez l'exploitation source (cas de la donation partielle).

En revanche, si les DPU font l'objet d'une subrogation totale, ils gardent leur caractère spécial et peuvent être activés avec des UGB par l'exploitation résultante.

Une subrogation portant sur des DPU spéciaux est considérée comme totale si la totalité des DPU spéciaux de l'exploitation source (quelle que soit leur contrainte d'activation) est transférée à la date de la subrogation à une seule et même exploitation. Cela signifie que si les DPU spéciaux détenus par la source de la subrogation sont répartis entre les exploitations résultantes, on considère qu'il y a transfert partiel de DPU spéciaux.

Remarque : seuls les DPU détenus en propriété peuvent être transférés par subrogation. Par conséquent, en cas de donation totale ou d'héritage, lorsqu'il y a des clauses de bail ou de mise à disposition sur le dossier de la source :

- *si l'exploitation initiale détenait des DPU pris en location ou mis à sa disposition, alors il faut conclure une clause de fin de bail ou de fin de mise à disposition. Cette clause doit être conclue par le donateur en cas de donation ou par les héritiers en cas d'héritage. Par ailleurs, de nouvelles clauses de bail ou de mise à disposition doivent être conclues le cas échéant pour transférer ces DPU à l'exploitation résultante ;*
- *à l'inverse, si la source était propriétaire de DPU qu'elle ne détenait pas à la date de la subrogation, il faut alors conclure une clause de fin de bail ou de fin de mise à disposition afin que l'intégralité des DPU dont la source était propriétaire (objets de la donation ou de l'héritage), puissent être transférés. Cette clause doit être conclue par le donateur en cas de donation ou par les héritiers en cas d'héritage.*

2. Les héritages

a. Définition de l'héritage

L'héritage est la transmission de biens d'un défunt à ses héritiers. Il peut y avoir héritage de DPU à la condition qu'il y ait héritage de terres en propriété ou en nue propriété : il n'est pas possible d'hériter de DPU sans hériter de tout ou partie d'une exploitation agricole. Par contre, il est possible d'hériter d'un nombre de DPU plus élevé que le nombre d'hectares de terres héritées.

b. Les différents types d'héritage pris en compte

L'attribution directe de DPU par héritage est admise :

- dans le cadre de l'héritage (en propriété ou en nue propriété) d'une exploitation ou d'une partie d'exploitation si le défunt était propriétaire de tout ou partie de son exploitation ;

- en cas de continuation du bail au profit de l'un des héritiers si le défunt était uniquement fermier. En cas de décès, il y a transmission automatique du bail au sens de l'article L.411-34 du code rural au conjoint, aux ascendants ou aux descendants si ceux-ci participent à l'exploitation ou y ont participé de façon effective dans les cinq années précédant le décès ;
- dans le cas où la totalité ou une partie des terres du défunt a déjà été donnée auparavant en nue propriété à un ou plusieurs héritiers (au moment du décès, l'usufruit qu'avait conservé le défunt rejoint alors la nue propriété et le ou les héritiers deviennent pleinement propriétaires : ils peuvent donc hériter de DPU).

c. Formulaire de déclaration

Pour déclarer un héritage, les exploitants disposent du formulaire « demande de prise en compte d'un héritage d'exploitation intervenu avant le 15 mai 2010 » (modèle 8).

d. Prélèvements appliqués sur les transferts définitifs de DPU précédemment hérités

Dans certaines situations, l'exploitant décédé exploitait en partie des terres en fermage. Pour autant, les héritiers du défunt peuvent hériter de la totalité des DPU dès lors qu'ils héritent de l'autre partie du foncier (celle en propriété) ; ils peuvent alors souhaiter transférer à titre définitif les DPU ainsi hérités vers le nouveau preneur du foncier.

Au regard des taux de prélèvement, il s'agit d'un transfert de DPU sans terre, qui devrait donc être prélevé à 30 %. Toutefois, dès lors que le preneur exploite les mêmes parcelles que l'exploitant décédé, la DDT considèrera que les DPU « rejoignent le foncier », et que les taux de prélèvement applicables sont les taux de prélèvement des transferts avec foncier (0 %, 3 % ou 10 % selon les cas).

3. Les donations

a. Définition de la donation

La donation est un contrat par lequel une personne (le donateur) transfère sans contrepartie la propriété d'un bien à une autre personne (le donataire ou bénéficiaire de la donation). Ce contrat est passé sous la forme d'un acte notarié.

La donation peut porter sur la transmission de tout ou partie des terres du donateur. Il doit y avoir donation de terres (en propriété ou en nue propriété) pour que le donateur puisse également donner des DPU. Par contre, il est possible d'être donataire d'un nombre de DPU supérieur au nombre d'hectares de terres objet de la donation.

b. Les différents types de donation pris en compte

L'attribution de DPU ne peut être demandée que lorsque l'un des actes de donation suivants a été conclu :

- donation partage entre époux de biens à venir, lorsque le bénéficiaire de la donation est le conjoint du donateur ;
- donation partage ou succession par avancement d'hoirie lorsque les bénéficiaires de la donation sont les enfants ou petits-enfants du donateur ;
- donation en nue propriété lorsque les bénéficiaires de la donation sont le conjoint, les enfants ou les petits-enfants du donateur ;

- la cession d'un bail de terres au profit du conjoint ou des descendants du preneur est assimilée à une donation ; il est rappelé que la cession de bail ne peut être réalisée qu'à condition que le bailleur ait donné son agrément (cf. article L.411-35 du code rural).

c. Formulaire de déclaration

Pour déclarer une donation, les exploitants disposent du formulaire « demande de prise en compte d'une donation d'exploitation intervenue avant le 15 mai 2009 » (modèle 9).

4. Mode de répartition des DPU

L'attribution directe de DPU dans le cadre d'un héritage ou d'une donation consiste à attribuer les DPU de l'exploitant décédé ou du donateur au bénéficiaire de la subrogation s'il est unique, ou à les répartir entre les bénéficiaires s'ils sont plusieurs.

Remarque : en ce qui concerne les DPU, une indivision est considérée comme un héritier unique. Cela signifie que des DPU peuvent être attribués à l'indivision par subrogation. Ils le sont de manière globale, sans qu'il puisse y avoir répartition des DPU à l'intérieur de l'indivision.

Dans le cas où il y a plusieurs héritiers ou plusieurs bénéficiaires de la donation, les DPU peuvent être répartis selon deux modalités :

- **soit au prorata global des surfaces transmises à chacun des bénéficiaires** : ce mode de répartition a pour conséquence l'attribution des DPU proportionnellement aux surfaces reprises par les héritiers ou les bénéficiaires de la donation, et ceci avec les mêmes coefficients de répartition pour chaque catégorie de DPU.
Par exemple, pour l'héritage, si l'un des bénéficiaires reçoit 35 % des surfaces de l'exploitant décédé (surfaces considérées à la date du décès après prise en compte d'éventuels transferts fonciers qui auraient pu être réalisés antérieurement), alors il recevra 35 % de chaque ligne de DPU, c'est-à-dire de chaque ensemble de DPU ayant tous exactement les mêmes attributs.
- **soit selon une répartition détaillée des DPU transmis à chaque bénéficiaire** : ce mode de répartition a pour conséquence l'attribution à chaque héritier ou bénéficiaire de la donation des DPU qui sont détaillés dans l'annexe au formulaire. Ces DPU sont identifiés de la même manière que pour les clauses de cession définitive ou temporaire de DPU.

Remarque : l'exploitant décédé n'existant plus après la subrogation, il n'est pas une partie prenante à la répartition (l'exploitant disparu ne peut pas être destinataire de la subrogation) ; les terres et les DPU sont répartis entre les seuls héritiers. En revanche, en cas de donation, le donateur existe après l'événement et peut conserver des terres, donc des DPU (il s'agit alors d'une donation partielle). Il convient donc dans ce cas de préciser les surfaces qu'il conserve suite à la donation.

Le Directeur général des politiques agricole,
agroalimentaire et des territoires

Jean-Marc BOURNIGAL